

France/Après la victoire à la présidentielle d'Emmanuel Macron

Soubresauts dans les partis politiques

AFP
Paris/France

Au gré des ralliements, des retraites ou des rumeurs, l'échiquier politique se recompose. Et les tactiques s'élaborent pour gagner le pari du scrutin des 11 et 18 juin.

LES partis politiques français, profondément secoués par la large victoire du jeune centriste Emmanuel Macron à la présidentielle, se cherchent un cap à un mois de délicates élections législatives. Avant la passation de pouvoir officielle prévue dimanche, Emmanuel Macron a assisté hier au côté du président sortant à la commémoration de l'abolition de l'esclavage. François Hollande, un président socialiste dont le mandat a été marqué par une impopularité record, avait présidé plus tôt son ultime conseil des ministres.

Ralliement controversé de l'ex Premier ministre socialiste Manuel Valls à la majorité présidentielle de M. Macron, renoncement d'une étoile montante de l'extrême droite, rumeurs de nomination d'un Premier ministre issu de la droite : l'échiquier politique français est en pleine recombinaison et les tactiques s'élaborent dans la douleur en vue des législatives les 11 et 18 juin.

Ce scrutin est crucial pour le président pro-européen de 39 ans qui doit convaincre les Français de lui donner une majorité parlementaire pour gouverner. Pour mener les réformes promises dans un pays très divisé, il lui faut rassembler derrière lui des personnalités issues de la droite et de la gauche modérées.

Pour l'instant, seule une courte majorité de Français (52%) souhaite que le jeune centriste dispose d'une majorité de députés qui lui soient "favorables" à l'Assemblée nationale à l'issue des législatives, selon un sondage Elabe diffusé hier. Et la gauche comme la droite, éliminées l'une comme l'autre dès le premier tour de la présidentielle, rêvent toutes deux de se remettre en selle après leur défaite historique.

REVES DE COHABITATION • A droite, l'objectif du parti Les Républicains (LR) est clair : imposer à Emmanuel Macron la cohabitation avec un gouvernement issu de ses rangs. "Nous sommes en ordre de bataille pour préparer cette campagne des législatives", a prévenu l'un des chefs de file LR, François Baroin.

Malgré tout, les noms de certains de ses élus, comme celui du maire du Havre (nord-ouest) Edouard Philippe, circulent comme choix possible de M. Macron pour prendre la tête de son gouvernement. La situation est également confuse à gauche. L'annonce du ralliement de l'ancien Premier ministre socialiste Manuel Valls au mouvement "En marche !" d'Emmanuel Macron a jeté le trouble dans son camp qui menace de l'exclure. Son offre a parallèlement été fraîchement reçue par le mouvement de M. Macron, auto-proclamé "de droite et de gauche".

Le camp Macron a indiqué hier que la candidature de Manuel Valls ne répondait pas à "ce jour" aux critères requis pour obtenir l'étiquette "majorité présidentielle". La liste des investitures doit être publiée ce jeudi, avec une double promesse de renouvellement et de pluralisme politique. Menacé d'implosion après son score de 6,4% au premier tour de la présidentielle, le Parti socialiste a de son côté lancé hier sa campagne des législatives, sous la houlette du Premier ministre sortant, Bernard Cazeneuve, exaspéré par l'annonce de la mort imminente de sa famille. Décidés à contredire les oi-



Photo : AFP
La droite (ici François Baroin, à gauche et Jean-Christophe Lagarde) comme l'ensemble des partis sont en quête d'un cap pour les législatives des 11 et 18 juin.

seaux de mauvais augure, deux mouvements pour "reconstruire la gauche" ont vu le jour hier : l'un mené par l'ex-candidat Benoît Hamon qui lancera son mouvement "transpartisan" en juillet et l'autre, "d'innovation", avec notamment la maire socialiste de Paris Anne Hidalgo et l'ex-ministre de la Justice Christiane Taubira.

"SEISME" • Les secousses n'épargnent pas les extrêmes. Au parti Front national, perdant du second tour de la présidentielle avec 33,9% des voix, l'annonce surprise du retrait de la vie politique de la députée Marion Maréchal-Le Pen, 27 ans, nièce de Marine Le Pen et petite-fille du co-fondateur du FN, est vue comme un "séisme". La benjamine de l'Assem-

blée nationale, aux positions sociétales plus radicales que celles de sa tante, a expliqué son retrait par des raisons "personnelles et politiques", sans exclure un possible retour. Le tribun de la gauche radicale, Jean-Luc Mélenchon a pour sa part décidé de se présenter à Marseille (sud). Mais la campagne de celui qui compte surfer sur le récent succès de son mouvement "La France insoumise" (19,6% des voix au premier tour de la présidentielle), a commencé hier par une rupture avec ses alliés communistes.

"Le monde politique d'hier ne reviendra pas en l'état, mais il est trop tôt pour dire s'il survivra en se renouvelant ou s'il est condamné à mourir", pronostiquait avant le second tour l'historien Jean-François Sirelli.

Centrafrique/Après l'attaque contre un convoi de la Minusca

Un Casque bleu marocain toujours recherché

AFP
Bangui/Centrafrique

UN Casque bleu marocain était toujours porté disparu hier en Centrafrique après l'attaque lundi soir d'un convoi de la Mission des Nations unies (Minusca) par un groupe armé qui a coûté la vie à quatre Cambodgiens dont trois "sauvagement assassinés", a indiqué la force onusienne.

Un "groupe de civils" centrafricains était en "négociation" avec les assaillants pour retrouver le soldat marocain disparu après l'attaque du convoi à 470 km à l'est de Bangui près de la frontière avec la République démocratique du Congo, a indiqué la Minusca à l'AFP.

Le convoi a été arrêté par un barrage lundi à 20h00 (même heure au Gabon) de nuit et sous la pluie près de Bangassou en provenance de Rafai, a précisé la Minusca qui attribue l'ouverture des hostilités à un groupe anti-Balaka. Un

Casque bleu cambodgien a été tué dans l'échange de feu, de même que huit assaillants, d'après la force onusienne.

Trois autres Casques bleus, "appréhendés" par les assaillants lors de l'attaque, ont été retrouvés morts, avait indiqué mardi la Minusca.

Il s'agit de trois autres Cambodgiens, "sauvagement assassinés" par leurs ravisseurs, a précisé hier à l'AFP le directeur de la communication de la mission onusienne Hervé Verhoosel.

Les Cambodgiens appartenaient au génie de l'armée de terre (chauffeur de bulldozer, de camion...), selon cette même source.

Les Casques bleus blessés - dix d'après l'Onu - ont été évacués vers Bangui où ils doivent recevoir la visite du président de l'Assemblée générale des Nations unies, Peter Thomson, qui a commencé hier matin dans la capitale une visite prévue de longue date.

Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière contre la Mi-

nusca depuis sa création en avril 2014. Le secrétaire général de l'Onu Antonio Guterres a "fermement" condamné cette attaque et rappelait qu'elle constituait un "crime de guerre".

La Centrafrique a basculé dans le chaos en 2013 après le renversement de

l'ex-président François Bozizé par les rebelles Séléka pro-musulmans, entraînant la contre-offensive de groupes anti-Balaka majoritairement chrétiens.

L'opération militaire française Sangaris (décembre 2013-octobre 2016) et l'intervention des Nations

unies ont permis la fin des massacres de masse, l'élection du président Faustin-Archange Touadéra et un retour au calme à Bangui, mais pas dans l'intérieur du pays où des groupes armés se battent notamment pour le contrôle des ressources (or, diamant, bétail...).

C'est arrivé...

L'amour réconcilie deux villages après des siècles de brouille

UN ruisseau d'à peine un mètre de large les sépare, mais depuis au moins trois siècles, une sourde rivalité opposait deux villages de l'est de la Chine, jusqu'à ce qu'une histoire d'amour réunisse enfin les anciens adversaires.

Wushan et Yuepu, 7 500 habitants à eux deux dans la province du Fujian, observent une étrange tradition, séculaire : défense d'épouser un habitant originaire de l'autre côté de la rivière, sous peine de malédiction expliquait vendredi dernier le plus haut responsable de Wushan. Jusqu'à ce qu'une fille de Yuepu tombe amoureuse d'un garçon de Wushan, il y a environ trois ans.

"Les familles se sont opposées au mariage à cause de la malédiction", raconte M. Wang.

"Les vieux y croyaient vraiment". Pour échapper au mauvais sort, les jeunes mariés doivent se résoudre à quitter le Fujian pour s'installer dans une autre province, à 1 500 km de là.

En 2015, le jeune couple rentre aux villages pour célébrer enfin le mariage dans la maison du garçon. Puis quand cette dernière a donné naissance à deux beaux garçons, les habitants des deux villages ont fini par ne plus croire à la malédiction, selon M. Wang. Pour sceller la réconciliation et abolir officiellement l'interdiction des mariages, les deux villages ont organisé lundi une cérémonie en présence des autorités bouddhistes et communistes. Près de 500 personnes y ont assisté.

... à Fujian (Chine)

L'Afrique en bref

• **Malawi-Maroc/Diplomatie.** Lilongwe retire sa reconnaissance de la RASD

Le Malawi vient de rejoindre les rangs des Etats africains qui ont retiré leur reconnaissance à la "fantomatique" République Arabe Saharaine démocratique (RASD). L'annonce a été faite vendredi dernier à Rabat (Maroc) par le ministre des Affaires étrangères de ce pays de l'Afrique australe, Francis Kasaila.

• **Niger/Manifestation.** Dispersion à coups de grenades lacrymogènes Les forces de l'ordre nigériennes ont dispersé à coups de grenades lacrymogènes, hier à Niamey, une manifestation interdite qui avait été programmée par un collectif de la société civile contre "la mauvaise gouvernance" et les pénuries d'électricité.

• **RD Congo/Opposition.** Contretemps dans le rapatriement du corps de Tshisekedi

Le rapatriement en République démocratique du Congo de la dépouille de l'opposant historique congolais Étienne Tshisekedi, décédé en février à Bruxelles, a de nouveau été reporté à "une date ultérieure", a-t-on appris hier auprès de son parti.

A travers le monde

• **Brésil/Politique.** Lula arrive à Curitiba pour faire face à la justice

L'ex-président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva est arrivé hier à Curitiba (Sud), où il sera interrogé par le juge anti-corruption Sergio Moro, un face-à-face explosif dont l'issue pourrait étouffer dans l'œuf ses ambitions de retour au pouvoir.

• **Corée du Sud/Politique.** Moon Jae-In investi président

Le nouveau président sud-coréen Moon Jae-In a été formellement investi hier, au lendemain de sa large victoire lors d'une élection anticipée provoquée par la destitution de Park Geun-Hye.

• **Etats-Unis/Politique.** Trump dans la tourmente



Photo : AFP
Le président américain Donald Trump tentait hier de contenir la tempête provoquée par le limogeage du patron du FBI James Comey, l'opposition démocrate réclamant la nomination d'un procureur spécial pour enquêter sur le rôle de la Russie dans la campagne de 2016.